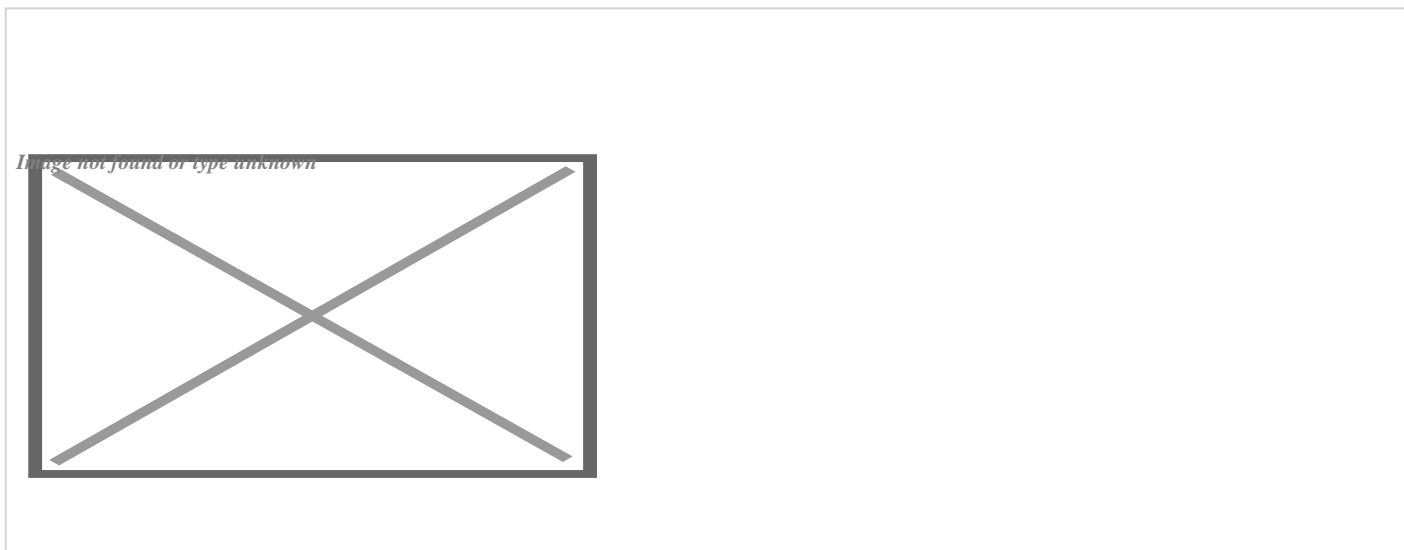


Le différend entre le Mexique et l'Équateur est bien plus qu'une question bilatérale



Par Roberto Morejón

La présentation des arguments des représentants de l'Équateur à la Cour Internationale de Justice concernant l'invasion de l'ambassade mexicaine à Quito a souligné le manque de perception du gouvernement de Daniel Noboa face à la barbarie commise.

La Cour examine la plainte du Mexique qui affirme que son ambassade a été brutalement violée et que les militaires ont fait usage de la force contre des diplomates et l'ancien vice-président Jorge Glas, qui avait obtenu l'asile.

Les représentants de l'Équateur ont tenté de justifier l'irrecevabilité en invoquant le danger d'une fuite hypothétique de Glas, en insistant sur le fait que l'ancien vice-président était corrompu et en présentant l'effraction comme un événement exceptionnel.

Pour l'Équateur, le Mexique a abusé de son droit d'asile en accordant un refuge à Glas et son intention était seulement de le détenir, bien qu'il ait évité d'admettre que pour l'arrêter, il a violé un siège diplomatique étranger, un acte qui transgresse le droit international et la Convention de Vienne sur les affaires diplomatiques.

Dans la série d'excuses pour le raid, les avocats de l'Équateur n'ont pas lésiné sur des éléments tels que le prétendu soupçon d'un plan, facilité par le Mexique, pour que Jorge Glas s'échappe.

Face à ces expressions, le Mexique a fait appel aux images des caméras de sécurité qui révèlent la férocité de l'invasion de son ambassade à Quito, en violation des traités internationaux ratifiés par le pays

sud-américain.

La virulence du raid policier du 5 avril et le harcèlement des jours suivants renforcent la présomption du Mexique qu'un nouvel incident pourrait se produire contre les biens de sa mission à Quito, même si les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques.

Les autorités mexicaines ont fermement rejeté les accusations d'actions illégales dans le traitement de l'affaire Glas et ont insisté sur leur adhésion au droit international en matière d'asile diplomatique.

Avec les présentations devant la Cour internationale de justice, l'opinion publique est devenue certaine du faux pas du gouvernement équatorien, car les États ne peuvent pas invoquer des dispositions internes pour ignorer des obligations globales.

Par ailleurs, de nombreux observateurs ont été surpris d'apprendre que l'Équateur avait contre-attaqué le Mexique devant la Cour de La Haye pour ce qu'il considère comme une violation des traités en accueillant Jorge Glas.

Il semble que le gouvernement équatorien n'ait pas pris note des condamnations internationales, exprimées dans les déclarations de l'ONU, de l'Union européenne et même de l'OEA, ou qu'il les défie tout simplement.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/353729-le-differend-entre-le-mexique-et-lequateur-est-bien-plus-quune-question-bilaterale>



Radio Habana Cuba